

« Il y a ce à quoi nous sommes reliés, nous tous, confinés mais interdépendants, responsables, solidaires et fiers de l'être »

La très large acceptation du confinement révèle la fin de l'illusion de la toute-puissance individuelle et remet au premier plan la notion d'intérêt général, analyse dans une tribune au « Monde » la sociologue Nathalie Heinich.

Comme tout événement imprévu, brutal, vital, la crise du coronavirus suscite son lot de régressions : épidémie de bobards, théories du complot et ragots en tous genres et, bien sûr, recherche acharnée de coupables – des Chinois à la mondialisation, du néolibéralisme au changement climatique, des autorités sanitaires imprévoyantes au gouvernement machiavélique. Autant de tactiques destinées, probablement, à retrouver un semblant de prise sur ce qui nous échappe.

Et ce qui nous échappe en priorité, ce n'est pas seulement la maîtrise de notre santé future mais aussi, dès à présent, la maîtrise de notre quotidien : en quelques jours nous a été ôtée – et pour une durée conséquente – cette liberté fondamentale qui consiste à pouvoir nous déplacer à notre guise. De mémoire récente, on n'avait jamais connu cela. Pourtant, malgré de prévisibles dérapages (refus d'obtempérer, stratégies de contournement de l'interdit, crises de nerfs), la situation n'engendre – pour le moment du moins – ni émeutes ni protestations de masse : les récalcitrants en restent au stade individuel (et ils ont même parfois leurs dénonciateurs auprès des autorités). On peut donc se demander ce qui rend, malgré tout, cette situation relativement supportable.

Une forte incitation à notre sentiment de responsabilité

Or, la réponse à cette question ne se réduit pas à l'existence de ces deux ressources essentielles que sont, sur le plan technique, la capacité de nous relier à autrui à distance grâce aux technologies de télécommunication (l'intensité de ces téléliens pouvant même aboutir à une forme de surmenage relationnel) et, sur le plan moral, le sentiment somme toute réconfortant que nous sommes à peu près égaux face à la menace (le virus ne connaît pas les classes sociales), même si elle touche davantage les plus âgés et même si, surtout, les conséquences du confinement sont tout sauf égalitaires selon les conditions d'habitation.

Car au-delà du maintien des liens à distance et de la relative égalité des risques sanitaires, il me semble que la principale raison de cette acceptation globale des mesures de confinement réside dans le fait qu'elles sollicitent intensément notre sentiment de responsabilité. Car on nous demande – et on a bien raison – de nous conduire en adultes, c'est-à-dire en êtres conscients que nos actions peuvent être bénéfiques ou nuisibles à autrui.

Souvenons-nous : la première réaction de beaucoup de nos concitoyens a été d'interpréter les mesures coercitives comme destinées à protéger *leur* santé : d'où une réaction de révolte et de rejet, car après tout, de quel droit la puissance publique pourrait-elle gouverner ma vie ? Et puis, étant jeune et pas malade je ne suis pas concerné, n'est-ce pas ? Et puis, n'aurais-je pas le droit, moi, de prendre des risques pour moi-même si cela me chante ? Heureusement la communication gouvernementale a bien mis les points sur les « i » : vous confiner, ce n'est pas seulement vous protéger mais protéger les autres – vos proches, et les inconnus croisés dans la rue, et l'ensemble de vos concitoyens.

Mettre à distance ses désirs, et se projeter dans l'avenir

Autrement dit : si l'on vous confine c'est parce que vous n'êtes pas seuls ; et si l'on vous coupe des autres, c'est justement parce que les autres existent, et qu'ils dépendent aussi de vous. Il en va d'ailleurs de même aujourd'hui non seulement pour le confinement mais aussi pour les masques : s'il faut porter un masque ce n'est pas tant,

comme on l'a cru, pour se protéger soi-même que pour protéger autrui – et donc aussi, à terme, soi-même.

Grâce à cette crise a pu s'introduire dans l'esprit de maints de nos concitoyens l'idée que chacun n'est pas l'alpha et l'oméga de sa propre vie ; qu'au-dessus de l'intérêt individuel il y a quelque chose de plus précieux, qu'on appelle l'intérêt général, ou le bien commun ; mais que la coexistence des deux n'est pas forcément aisée à organiser lorsque nous nous retrouvons clivés entre les valeurs privées (notre confort, notre besoin de relations avec nos proches, notre envie de partir à la campagne, notre liberté) et les valeurs publiques en vertu desquelles nous justifions nos actions (ne pas aggraver la contamination, ne pas mettre en danger la santé des plus vulnérables, ne pas alourdir la tâche des soignants).

Voilà que le confinement nous oblige à mettre nos désirs à distance (après tout, est-il si important pour moi de retrouver sans délai l'homme que j'aime ?) et à nous projeter dans l'avenir (tout cela n'aura qu'un temps, et durera d'autant moins que je me soumettrai aux consignes). Mettre à distance ses désirs, et se projeter dans l'avenir : c'est exactement ce qu'on apprend aux enfants pour les aider à devenir adultes, c'est-à-dire civilisés.

Fin de l'illusion de la toute-puissance individuelle

Encore une étape, aurait dit Norbert Elias, dans ce « *processus de civilisation des mœurs* » qui a construit, pour le meilleur, les sociétés occidentales, en éduquant les humains à autre chose qu'à la satisfaction égoïste de leurs désirs immédiats et à l'expression brute de leurs besoins corporels. Et sans doute aurait-il ajouté qu'avec cette prise de conscience collective de l'« *interdépendance* » dont se nourrit « *la société des individus* », on assiste aussi au déclin de « *l'homo clausus* », cette illusion spontanée selon laquelle l'homme serait clos sur lui-même, défini antérieurement aux autres et indépendamment d'eux.

Fin de l'illusion de toute-puissance individuelle, fin du fantasme selon lequel la liberté des personnes serait le but ultime : enfermés dans nos domiciles, nous voici en mesure de méditer, enfin, le sens et l'importance de la notion d'intérêt général ; et de réaliser l'impérieuse nécessité de préférer, au libéralisme tant économique (de droite) que libertaire (de gauche), la conception républicaine de la citoyenneté, qui rend le bien commun supérieur à la somme des libertés individuelles, et le place au-dessus d'elles, en nous reliant non seulement à nos proches et à nos semblables mais à tous nos concitoyens, voire à tous les habitants de notre malheureuse planète.

Voilà donc qu'après deux générations biberonnées dans le culte de l'enfant roi et du « *J'ai bien le droit de m'habiller comme je veux* », le rêve de toute-puissance retombe de tout son poids de corrosive illusion, et fait flop : décidément, il y a plus important, et même plus excitant, que la satisfaction des désirs individuels. Car il y a aussi ce à quoi nous sommes reliés, nous tous, confinés certes mais interdépendants, responsables, solidaires et – en dépit de tout – fiers de l'être.

Nathalie Heinich, *Le Monde*, 4 avril 2020